

• **Election présidentielle**
les jours heureux p.9

**Initiative
santé**

p.8

Les poches vides...

Coup de pompe !

2€ - N°3913 - Semaine du 28 au 03 février 2022



• **Monde**
tensions Est -Ouest p.7

• **Prud'hommes**
une femme présidente p.10

Les poches vides



Dans le département, les prix moyens des carburants étaient au 25 janvier :

Gasoil : 1,650 ; SP98 : 1,786 ; SP95 : 1,74 ; E10 : 1,70.

C'est plus de 400 euros en 2021 d'après certaines associations. Inutile de dire que le chèque « inflation » de 100 euros n'est qu'une goutte dans un océan de factures qui s'envolent allègrement. La hausse vertigineuse des prix de l'énergie, gaz, électricité et carburants plonge beaucoup de nos concitoyens dans une situation de grande difficulté. C'est particulièrement vrai pour les familles modestes, mais aussi pour tous ceux qui ont besoin de leur voiture chaque jour comme ceux qui doivent chauffer des logements mal isolés. Lutter contre la hausse des prix des carburants passe par une action ambitieuse sur la fiscalité, le développement et la gratuité des transports collectifs, la taxation des grands groupes pétroliers. L'énergie ne peut rester prisonnière des logiques mercantiles et des aléas géopolitiques. L'électricité, elle doit être sous maîtrise publique pleine et entière, hors du marché.

Si les poches sont vides, c'est aussi que les employeurs rechignent à les remplir. Les augmentations de salaires l'an dernier, autour de 0,6% n'ont même pas couvert l'inflation. Pas étonnant que les revendications salariales se fassent entendre dans nombre d'entreprises privées mais aussi publiques. La journée unitaire d'actions à l'appel des syndicats le 27 janvier est un signal d'alerte pour le gouvernement et le patronat. Et que dire du montant des pensions gelées depuis des décennies. La question sociale frappe à la porte et c'est la responsabilité de la gauche de relever le défi. L'heure n'est plus à la demi-mesure mais aux changements structurels quant à notre manière de produire, de répartir les richesses, de nous déplacer... Certains à gauche, comme Fabien Roussel s'évertuent à mettre sur la table l'urgence sociale qui peut changer le cours de l'actuelle élection. Soyons clairs : l'ambition programmatique des « jours heureux » n'est pas un rêve désincarné. Les propositions concrètes, présentées le 24 janvier, disent quelque chose de l'ampleur de la tâche en tant qu'exigence de gauche.

Annonces

25ème Festival « Maghreb, si loin, si proche »

Samedi 29 janvier à partir de 14h30. Elne.

AFMD 66. Inauguration des trois semaines consacrées au 75/77e anniversaire de la libération des camps nazis

Vendredi 28 janvier à 18h - Maison de la Catalanité à Perpignan

UPTC. Les États-Unis, un pays en état de sécession

Vendredi 28 janvier à 18h30 - Locaux du TC. 44, avenue de Prades à Perpignan

Il y a 80 ans, Abel Broc de Prades et Paul Galindo d'Escaro étaient déportés en Algérie

Samedi 29 janvier à 16h. Salle Gelcen à Prades.

Rifle du PCF

Dimanche 6 février à 14h - Salle des fêtes Bages

USR-CGT 66. Rencontre-débat sur la Sécurité Sociale avec Christophe Prudhomme

Mardi 15 février de 9h à 16h30 - Alénia (espace Ecoiffier)

Une salle Philippe Galano

De tristes pensées en ce jour anniversaire de la disparition de Philippe Galano.

Le 25 janvier, les communistes ont donné le nom de Philippe Galano à la grande salle au 44 avenue de Prades en présence de sa mère et de nombreux amis.

Un an qu'il nous a quittés, son souvenir reste ancré dans nos mémoires pour toujours. Des pensées affectueuses pour ses proches.



De nombreux militants se sont retrouvés ce 25 janvier pour les vœux de la fédération et le lancement de la campagne électorale

www.letc.fr

suivez-nous sur



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

**Gérante /
Directrice de publication**
Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression

Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200
Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet /
Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



**Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement**

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMERIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€

Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N°.....Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.



CARNETS DE CAMPAGNE



Abstention

La démocratie en longue maladie

L'abstention massive aux dernières élections et le risque pour la présidentielle sont l'aboutissement d'un long processus.

La progression de l'abstention s'est accélérée depuis quelques décennies, particulièrement dans les métropoles et les quartiers populaires, pour devenir quasiment majoritaire aux dernières élections. S'il n'y a pas de réponse unique à cette tendance, certaines sautent aux yeux et peuvent être combattues.

Pas de baguette magique

Le journal Le Monde a rapporté dans un article de 2010 des caractéristiques qui sont toujours valables aujourd'hui, dans un contexte d'évolution exponentielle, les non-inscrits pesant plus de 4 millions de personnes selon l'Insee, ce qui rend le sujet encore plus énorme qu'il n'y paraît. « *Le politologue Pierre Bréchon distingue trois catégories de non-inscrits : les mobiles, qui changent souvent de domicile pour raison professionnelle. plutôt jeunes et urbains. bien*

intégrés socialement et autant politisés que la moyenne des Français ; les exclus, peu formés, aux emplois faiblement qualifiés et payés, qui se sentent frustrés et peu concernés par la vie politique ; enfin, les anarchistes, qui refusent de suivre la norme et l'État. » Ce qui ne veut pas dire que les abstentionnistes seraient acquis à l'utopie anarchiste, loin s'en faut.

Comment en sortir ?

L'abstention bouscule la citoyenneté depuis 2010. Les raisons ? La première c'est la défiance vis à vis des institutions liée à une situation d'échec individuel durement ressentie, la seconde, c'est le décrochage qui fait de l'exclu un assisté déclassé, culpabilisé et révolté à la fois. Le tout explique l'expression des colères dont les gilets jaunes ont été porteurs. Dans ce contexte de grande fracture, Fabien Roussel, candidat présenté par le PCF, fait du retour aux urnes une priorité en se déclarant « *résolument du côté des classes populaires* ». Il utilise un langage qui leur parle et veut sortir d'une routine consensuelle qui a mis la gauche hors-jeu et risque de l'achever, si on en croit les sondages. L'infléchissement d'une tendance lourde de société lors des prochaines échéances électorales sera certainement l'événement (ou non) du 10 avril prochain. Il pourrait surprendre et modifier les comportements de défiance vis à vis de la politique. En la matière, rien n'est jamais écrit d'avance.

Yvon Huet



Le fond de l'air est rouge

Quoi qu'en disent les oiseaux de mauvais augure, les idées de gauche, les idées communistes même, restent largement dominantes dans le pays. Qu'on en juge :

- 57 % des Français jugent la flexibilité comme une menace ;
- 57 % estiment que le modèle économique actuel ne peut garantir un bon niveau de vie ou réduire les inégalités ;
- 60 % trouvent la société injuste ;
- 70 % estiment que l'Etat dépend trop des grands groupes industriels et financiers ;
- 57 % souhaitent que l'on prenne aux pauvres pour donner aux riches ;
- 64 % pensent que la compétitivité attaque les droits acquis ;



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

Evelyne Bordet

Inégalités

« Reprendre le pouvoir sur la finance »

A trois mois de l'élection présidentielle, Fabien Roussel avance des propositions radicales.



Déplorant à plusieurs reprises l'enrichissement des cinq cents familles les plus riches de France durant ces deux dernières années marquées par la crise sanitaire, Fabien Roussel attaque de manière frontale les inégalités. Il propose de taxer les dividendes distribués par les entreprises à leurs actionnaires pour mieux rémunérer le travail. « *Le gouvernement a distribué 250 milliards d'euros aux entreprises sans aucune contrepartie. Et 57 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40* », a rappelé le candidat, affirmant sa volonté de « *nous réapproprier nos moyens de production afin de décider de ce que nous produisons et comment* ». Changer radicalement pour que soient irrigués non plus les marchés financiers, mais des investissements utiles tels « *les services publics, l'emploi, la formation, la lutte contre le changement climatique* ». La méthode est ainsi réaffirmée : « *Reprendre le pouvoir à la finance* » en vue de « *réformes heureuses, populaires, garantissant à nos enfants un avenir, dans une France du travail, créatrice, pacifiste, fraternelle, belle, respectueuse du vivant et mettant toutes ses richesses au service du climat et de chaque être humain* ». Beau programme...

- 66 % demandent que l'on taxe les grandes fortunes ;
- 77 % estiment que les ressources naturelles (eau, forêts, ...) ne devraient pas relever du privé ;
- 61 % sont opposés au recul de l'âge de la retraite ;
- 69 % sont pour les 32 heures ;
- 80 % sont pour le SMIC à 1 800 euros ;
- 89 % sont contre les délocalisations ;
- 97 % trouveraient juste que les salariés donnent leur avis sur leur entreprise.

Une photographie de l'opinion populaire fort éloignée des images médiatiques habituelles !

Les enjeux

Pouvoir d'achat

La facture énergétique nous les brûle

Les prix de l'électricité ont augmenté de 44%. Le prix de l'essence s'envole vers les 2 € le litre. Rien ne va plus. Que faire ?

Selon les services de régulation du prix de l'énergie, « une augmentation de 4% TTC en moyenne du tarif réglementé de vente représentera une hausse d'environ 38 €/an sur la facture d'un client résidentiel et d'environ 60 €/an pour un client professionnel. En l'absence de mesures, la hausse serait de 330 €/an pour un client résidentiel et de 540 €/an pour un client professionnel ».

Et de poursuivre : « L'application de cette mesure a été compliquée pour le gouvernement. Pour descendre jusqu'aux 4% ». Mais c'est au prix de manipulations qui tendent à fusiller le service public. Les conséquences ? L'accélération d'une privatisation dont le résultat ne peut être qu'une accélération des inégalités. Actuellement 13 millions de citoyens sont touchés par la précarité énergétique.

Le choix des urgences

Aux 100 € qui partent en fumée, les syndicats de l'énergie opposent :

- La fin de l'application honteuse de la TVA sur des taxes, la baisse de la TVA à 5,5% sur la consommation d'électricité, à l'image de l'abonnement ;
- La baisse de la Contribution au service public de l'électricité (CSPE) ;
- La baisse de l'ex-Contribution au Tarif Spécial de Solidarité Gaz (CTSSG) incluse maintenant dans la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN).

Avec ces mesures, nous démontre la CGT de l'énergie, « pour un foyer de 4 personnes dans une maison correctement isolée de 100m² c'est un gain annuel de près de 400€ ou pour un foyer de 2 personnes en appartement de 60m² c'est un gain annuel de près de 300€ ».



Côté pétrole, on est dans le lourd. Nous sommes en effet au bord du gouffre si on se réfère aux conséquences directes et indirectes de cette situation explosive qui embrase le monde. Fabien Roussel a proposé sur RTL de « baisser les prix de l'essence de 30 centimes, en prélevant les dividendes des groupes pétroliers ».

Yvon Huet

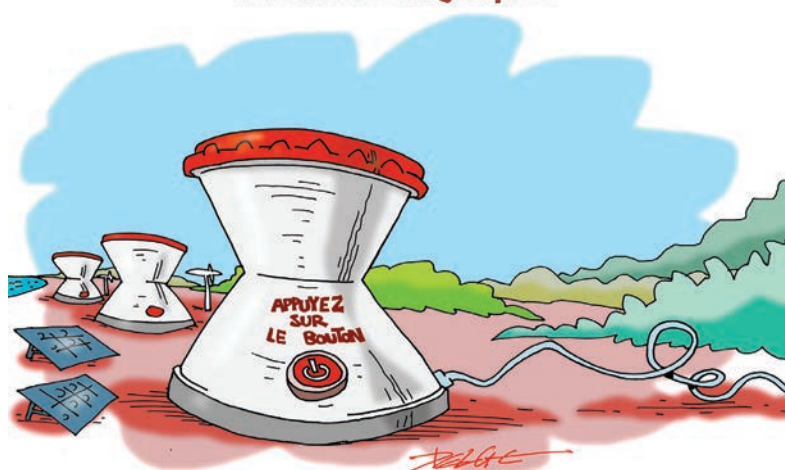
Nucléaire

La question qui fâche

Chez les « anti », les arguments restent parfois précaires et, concernant la fameuse date de « sortie », les avis divergent et évoluent avec le temps. Depuis les années 90, la limite temporelle a ainsi gagné une vingtaine d'années pour atteindre aujourd'hui le milieu du siècle (2050 environ). Le danger potentiel, la radioactivité, le manque de matière première, l'uranium, ainsi que le traitement et le conditionnement des déchets sont les éléments avancés. Ils s'accompagnent de la certitude que les énergies renouvelables, la vertu individuelle ou collective et, disons-le, la décroissance suffiront pour absorber le choc de la fin de la production d'électricité nucléaire. La référence à la vertueuse Allemagne, très utilisée dans les années 2000, a presque totalement disparu de l'argumentaire. Et pour cause. Avec la Pologne et la Roumanie, ils sont devenus des pays parmi les plus grands producteurs de gaz à effets de serre par tête d'habitant au monde en utilisant le charbon pour leurs productions électriques. A gauche donc, LFI, EELV et le NPA portent ces orientations.

Chez les « Pro », il semble que l'examen du réel soit plus précis. A gauche, il s'agit du PCF. Il s'appuie sur l'état de la science et des tech-

Vers un mix énergétique ?



niques d'aujourd'hui, sur des ordres de grandeurs proches des réalités (pourcentage des différentes productions dans le mix, pénuries accidentelles ou systémiques, prévisions de consommation électrique pour les années à venir...). Evoquant la priorité à produire une énergie décarbonée et pilotable et préconisant l'indépendance, le PCF prône à la fois la modernisation du dispositif nucléaire et sa démocratisation. Il rejoint en

ce sens l'avis de l'ensemble des syndicats de l'entreprise, chercheurs et salariés, les travaux d'universitaires indépendants et les conclusions en partie contenues dans le rapport de RTE (Réseau de Transport Électrique) commandé par le parlement. Les besoins sont là : abandon du gaz, véhicules électriques en progression, augmentation des consommations liées au développement informatique..., précarité énergétique. Le débat doit avoir lieu. C'est une question centrale.

Michel Marc

énergétiques

Interview

Si on se remettait au courant

Xavier Charreyron, secrétaire général de la FNME CGT des Pyrénées-Orientales, nous explique les raisons de la colère des salariés du secteur de l'énergie.



Xavier Charreyron, secrétaire général de la FNME CGT des P.-O.

Quels sont les enjeux du secteur de l'énergie ?

Pour comprendre, il faut remonter 80 ans en arrière. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, un certain Marcel Paul, résistant communiste et syndicaliste, a mis en œuvre, dans le cadre de l'application du programme du CNR, le chantier d'un groupe national, EDF-GDF, afin que, de la France aux Dom-Tom, chaque citoyen puisse avoir accès à l'énergie, à égalité de prix et de service. Avant ce changement qui fut une vraie révolution dans la vie quotidienne, il existait environ 400 producteurs d'énergie avec un

service très inégalitaire. Nous avons donc vécu, jusqu'à la privatisation rampante qui nous est imposée notamment depuis les années 2000, sous le régime du tarif réglementé de vente de l'énergie d'une entreprise publique puissante et performante au service de tous les citoyens. Le pouvoir actuel veut, dans la foulée de ceux d'avant, liquider définitivement cette richesse nationale pour satisfaire les appétits des marchés financiers.

Vu de l'extérieur, les médias donnent souvent l'impression d'un milieu favorisé et fermé qui utiliserait la production de l'énergie pour vivre plus confortablement que les autres. Qu'en est-il exactement ?

Disons plutôt qu'il faudrait que tous les salariés obtiennent les mêmes avantages qu'eux, sachant que même s'ils ont des avantages ils sont loin de rouler sur l'or (2300 € brut pour un technicien). Les salariés qui ont le statut ont été recrutés sur concours et formés dans des écoles professionnelles leur permettant de travailler indistinctement dans plusieurs secteurs de

l'énergie avec une motivation professionnelle constante, un engagement éthique et rigoureux. Mais cela c'était hier. Nous subissons aujourd'hui les mêmes méthodes de gestion que les autres entreprises publiques qui organisent la sectorisation et la précarisation des tâches. **Comment organisez-vous la résistance et l'alternative ?**

Nous avons déjà fait reculer le projet Hercule grâce à nos mobilisations, mais le gouvernement revient actuellement à la charge en tentant d'étrangler l'entreprise avec pour exemple, l'obligation de l'EDF de racheter son électricité à 300 € de MWh pour le revendre à 46,20 € à ses concurrents. C'est donc une bataille frontale qui se concrétisera dès le 25 janvier par une grève reconductible lancée dans tous les secteurs pour les salaires.

Le service public de l'énergie peut redevenir la cheville ouvrière de la transition énergétique dans laquelle les salariés de la profession doivent être considérés comme ceux qui agissent et proposent et non ceux que l'on culpabilise pour mieux les liquider.

Propos recueillis par Yvon Huet

Porter une politique énergie-climat globale et cohérente

Des propositions en phase avec les besoins réels du pays.

Quand une porte est entrouverte, il faut savoir y mettre le pied. Poser les bonnes questions. Partir des réalités scientifiques et techniques d'aujourd'hui. Pour tenter de tracer un chemin énergétique qui réponde à nos objectifs climatiques, tout en assurant également les impératifs d'accès à l'énergie pour tous et de justice sociale, avec des prix contenus.

Fabien Roussel clair et cohérent

Il dénonce l'inacceptable racket sur le budget des ménages, résultat direct de la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité opérée depuis 25 ans au seul profit de groupes privés ; portant (seul) des propositions sans ambiguïté sur le besoin de décarboner tous nos usages de l'énergie, à partir d'une électrification avec une base pilotable associant le nucléaire et nos capacités hydrauliques, tout en favorisant un développement et une intégration maîtrisée des renouvelables non-pilotables ; soutenant (seul) la nécessité de (re)construction d'un service public unifié de l'énergie, depuis ses filières industrielles de production très en amont, jusqu'à la distribution aux usagers particuliers et professionnels en aval ; soutenant dans le même temps l'exigence indépassable de maîtrise de nos consommations d'énergie avec les grands plans d'investissement publics qui s'imposent,



en faveur des transports peu polluants (relance du ferroviaire, plan vélo, gratuité des transports publics urbains...) et de la rénovation thermique à grande échelle des logements et bâtiments. C'est un programme « de raison » énergétique et climatique. Une raison qui semble malheureusement bien loin d'être partagée par tous...

Julien Brugerolles

OXFAM

Pas de vaccin contre les inégalités !

Le rapport rendu public par Oxfam lundi 17 janvier confirme un creusement abyssal des inégalités en France et dans le monde.



Chaque année, Oxfam met les inégalités au centre du débat public, par un travail de recherche et d'analyse indispensable pour comprendre précisément les causes des inégalités en France et dans le monde et proposer des solutions concrètes. Oxfam pointe un enrichissement historique des milliardaires tandis que, dans le même temps, la crise a provoqué une intensification de la pauvreté chez celles et ceux qui étaient déjà en difficulté. Pendant la pandémie de COVID-19, la fortune des milliardaires a connu la plus forte augmentation jamais en-

registrée. Elle atteint aujourd'hui un niveau inédit. Il s'agit de la plus forte hausse de la fortune des milliardaires depuis que ces données sont recensées. La tendance est alarmante.

Le « quoi qu'il en coûte », l'argent gratuit distribué massivement et sans conditions par les gouvernements et les banques centrales ont permis la hausse la plus importante de la fortune des milliardaires jamais enregistrée. Alors que la COVID-19 se propageait, les banques centrales ont injecté des milliers de milliards dans les économies du monde entier afin de maintenir l'économie mondiale à flot. Une grande partie de ces plans de relance ont bénéficié aux marchés financiers. Les milliardaires ont alors vu leur fortune augmenter de plus de 5 000 milliards de dollars pour passer de 8 600 milliards à 13 800 milliards depuis mars 2021, l'intervention des gouvernements

ayant fait grimper le cours des actions.

La pandémie se nourrit des inégalités

Les inégalités extrêmes n'ont rien d'accidentel dans la forme dominante actuelle du capitalisme, mais en sont au contraire une composante essentielle, avec des choix politiques faits dans l'intérêt d'une infime minorité. Plusieurs institutions comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Crédit Suisse et le Forum économique mondial estiment que la pandémie va provoquer une flambée des inégalités dans le monde entier. Par exemple, alors que les monopoles détenus par Pfizer, BioNTech et Moderna ont fait cinq nouveaux milliardaires pendant la pandémie et permis à leurs entreprises de réaliser plus de 1 000 dollars de bénéfices par seconde, moins de 1 % de leurs vaccins ont atteint les populations des pays à faible revenu. « Notre économie mondiale s'est avérée plus efficace pour créer de nouveaux milliardaires du vaccin que pour vacciner les milliards de personnes qui ont besoin d'être protégées contre cette pandémie » souligne OXFAM avec pertinence !

Evelyne Bordet

Politique

Défense des salariés

La « présomption de subordination », un outil contre l'ubérisation.

Les formes du travail évoluent, c'est une banalité que de le relever. Les formes de l'exploitation de la force de travail aussi. Pour éviter une régression sans précédent, il faut se doter de nouveaux outils juridiques. Dans les grandes villes, mais pas seulement, les plates-formes numé-

riques coordonnent le travail de ces coursiers, livreurs, chauffeurs qu'on appelle « uber » ou « deliveroo ». Beaucoup d'enquêtes télévisées ont mis en lumière la dangerosité et la pénibilité de leur travail, ainsi que la précarité de ce qu'on n'ose même pas appeler leur emploi. Paiement à la prestation, utilisation à ses frais de son véhicule personnel, aucune couverture assurantielle, aucune charge patronale : voilà ce qui nous a été vendu comme la souplesse et la flexibilité appelées par notre époque.

Le plus cynique dans

cette manœuvre a consisté à faire croire à ces jeunes travailleurs qu'ils étaient leurs propres employeurs. Un cynisme, l'expérience aidant, de plus en plus mal accepté. Dans plusieurs villes et notamment à Paris, avec le soutien des élus communistes, ces nouveaux exploités ont obtenu la création de « centres » où ils peuvent se reposer et se rencontrer. Mais cela ne suffit pas. Le groupe GDR à l'Assemblée nationale a engagé une bataille pour que soit reconnue à tout « uber » une présomption de subordination. La distribution n'est jamais qu'un maillon dans une chaîne. En l'occurrence une chaîne de profits.

Jean-Michel Galano

Pétrole, les prix flambent

Les prix des barils de pétrole ont atteint leur plus haut niveau depuis sept ans. Cette hausse graduelle depuis février 2021 a été dopée par de vives tensions géopolitiques dans plusieurs pays producteurs : Lybie, Angola, Nigeria. Conséquence directe : les prix à la pompe de carburant continuent de grimper. En France, ils atteignent un niveau record, comme en 2018.

Un peu d'humour !

C'est bien beau les soldes ! Mais quand est-ce qu'on nous soldera l'essence, le loyer, le téléphone, le gaz, les assurances, la bouffe, l'électricité ???



Le groupe GDR à l'Assemblée nationale se bat pour la présomption de subordination

Europe

Les tensions Est-Ouest

Francis Wurst, député honoraire du parlement européen, analyse, dans une tribune, les raisons de l'escalade entre Américains et Russes.

On pourrait avoir le sentiment en tant qu'Européen d'être pris dans un étau, comme au temps de la guerre froide. Les pourparlers se font par-dessus nos têtes et on s'attend à voir les missiles venus d'un côté comme de l'autre nous tomber sur le crâne. Francis Wurst situe clairement les enjeux : « *L'avenir de la sécurité de notre continent dépend en grande partie de la réponse finale de Washington à la demande essentielle de Moscou : l'arrêt définitif du processus d'extension de l'Otan aux frontières de la Russie.* »

Un peu d'Histoire

1990, James Baker, le secrétaire d'État de George Bush père promet à Mikhaïl Gorbatchev que « *la juridiction actuelle de l'Otan ne s'étendra pas d'un pouce vers l'Est.* » Manfred Wörner, secrétaire général de l'Otan à l'époque affirme : « *nous sommes prêts à ne pas déployer les troupes de l'Otan à l'extérieur du territoire de la République fédérale allemande.* » Alors que le pacte de Varsovie est dissous, l'élargissement

de l'Otan à la République tchèque, à la Hongrie et à la Pologne se fait en 1999. L'adhésion des pays Baltes (en plus de celle des pays d'Europe centrale restants) à l'organisation militaire atlantique se fait en 2004. Quatre ans plus tard, les dirigeants occidentaux annoncent : « *l'Ukraine deviendra membre de l'Otan.* »

Une stratégie critiquée aux États-Unis même

George Kennan, jadis théoricien de la guerre froide, pronostiqua dès l'an 2000 que « *l'élargissement de l'Otan vers l'Est peut devenir la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la guerre !* » Robert Gates, ex-directeur de la CIA puis chef du Pentagone convint en 2014 que cette stratégie « *fut une erreur* » et regretta « *l'arrogance* » occidentale. Puissent les dirigeants occidentaux actuels tirer les leçons de l'expérience et donner toute sa chance à la diplomatie. Le retrait de la France de l'Otan serait un signe fort de désescalade.

Jacques Pumaréda



Francis Wurst, député honoraire du parlement européen,

Une anti-avortement au perchoir

La députée maltaise Roberta Matsola a été élue présidente du parlement européen grâce aux voix de parti populaire européen mais aussi des libéraux, des socialistes, des néofascistes d'Italie et les ultraconservateurs polonais. En juin 2021, elle avait voté contre une résolution « *sur la situation concernant la santé et les droits génésiques dans l'U.E., dans le cadre de la santé des femmes* » qui demandait la libéralisation de l'avortement. Dans son pays Malte, l'IVG est prohibée. Troisième femme élue présidente du parlement européen, on peut voir le chemin parcouru par l'institution qui avait élu Simone Veil présidente du parlement en 1979.

Désarmement

Pour une Europe de la paix

Dans une lettre ouverte, le mouvement de la paix questionne les orientations d'Emmanuel Macron en Europe.

Alors que la coopération en Europe dans le domaine de la santé et de l'éducation s'impose face à la crise sanitaire, le mouvement de la paix s'insurge des premières décisions du président français. « *En réunissant à Brest début janvier les ministres de la défense et les ministres des affaires étrangères et en associant à cette démarche le secrétaire général de l'OTAN, vous avez décidé d'inscrire délibérément votre Présidence sous le signe de la militarisation de l'Europe et de la construction d'une Europe puissance.* » Alors que les prix Nobel demandent la diminution des dépenses militaires dans le monde ainsi que les scientifiques qui dans divers appels tirent la sonnette d'alarme



sur les deux dangers majeurs auxquels est confrontée l'humanité, à savoir le réchauffement anthropique du climat et les armes

nucléaires, Emmanuel Macron fait la sourde oreille. Deux mille milliards de dollars sont consacrés chaque année, au plan mondial, aux dépenses militaires. Le mouvement de la paix appelle à la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires adopté à l'ONU le 7 juillet 2007 et entré en vigueur en janvier 2021 comme premier pas vers un monde débarrassé des armes nucléaires. On peut imaginer si toutes ces sommes étaient investies pour des œuvres de vie, pour des coopérations utiles et nécessaires pour faire face à ces défis qui menacent l'avenir de l'humanité et assombrissent l'avenir pour les jeunes des pays européens et du monde.

Jacques Pumaréda

Initiative santé

Un enjeu de société majeur

Marie Piqué, vice-présidente communiste du conseil régional était en visite dans le département à l'invitation du PCF 66, l'occasion d'échanges autour des propositions des communistes en matière de santé.

Mercredi 19 janvier, Marie Piqué, vice-présidente du conseil régional en charge des solidarités était dans les P.-O. à l'invitation des communistes. Une journée marathon, distribution de tracts auprès des personnels des hôpitaux et cliniques, visite du centre de santé d'Elne, rencontre avec des élus et responsables du secteur, visite d'un quartier de Perpignan... La journée se terminait dans la vallée de l'Agly où elle rencontrait les maires de Maury et de Latour-de-France avant d'animer une réunion dans cette dernière commune.

Ouvrant la table ronde dans les locaux du PCF 66, Françoise Fiter rappelait un constat sans appel : « *inégalités dans l'accès aux soins, déserts médicaux, personnels soignants au bord de la rupture, fermetures de lits...* » Aussi la question de la santé est-elle un enjeu majeur de société qui devrait être au cœur de la prochaine présidentielle. « *La souffrance des soignants est telle qu'on a des démissions en cascades qui mettent en cause la continuité des soins* » lance Marie Piqué, elle ajoute « *La mise en place du Plan santé 22 et du Ségur a été catastrophique, des personnels avec le même métier sont rémunérés différemment. Dans le même temps la carte hospitalière des ARS créé des hôpitaux médians sans urgences, sans radio...* »

Soignants, usagers, même combat

La médecine de ville ne va pas mieux d'où la proposition de centres de santé « *pour renforcer la médecine de ville, des centres qui sont un maillon important pour soutenir l'hôpital.* » Une proposition que les communistes portent depuis longtemps, ils se sont fortement mo-



Marie Piqué : «Aujourd'hui la Région lance le recrutement de 200 médecins salariés.»

bilisés à la Région comme dans le département pour la faire avancer. La particularité des centres de santé c'est que les médecins sont payés par la Sécurité sociale en mode salarial. « *Aujourd'hui la Région lance le recrutement de 200 médecins salariés avec la création d'un GIP (groupement d'intérêt public).* » Que ce soit Marie Piqué ou des élus et militants participant à la table ronde avenue de Prades, la concrétisation de ce type de proposition passe par la mobilisation de collectifs dans les territoires concernés. L'État doit également être interpellé, la bataille pour un service public de médecine générale est à mener.

« *Les candidats à la présidentielle doivent se positionner sur le financement de la santé* »

a-t-on pu entendre lors de la rencontre, car les centres de santé ne régleront pas toutes les questions. Il faut combattre les politiques qui massacrent l'hôpital public, le soumettent aux logiques financières, il faut défendre la Sécurité sociale. Un combat dans lequel salariés (déjà mobilisés) et usagers ont leur mot à dire. Les communistes et Fabien Roussel, candidat à la présidentielle, mettent en débat plusieurs propositions pour répondre à cet enjeu majeur qu'est la santé, dont la création de 100 000 emplois dans les hôpitaux, la réouverture de lits, l'abrogation des lois Bachelot, la levée des brevets sur les vaccins...

NG

Éducation

Retraite aux flambeaux

Dans le prolongement de la grève du 13 janvier, les personnels de l'Éducation, ont à nouveau manifesté leur mécontentement le 20 janvier par une retraite aux flambeaux.

Pprès de cent personnes, enseignants, personnels et parents d'élèves, se sont retrouvées au pied du Castillet le 20 janvier et ont défilé sur les quais de la Basse à la lueur des flambeaux. Pour les manifestants, les réponses apportées par Jean-Michel Blanquer au lendemain de la grève massive du 13, ont prouvé qu'une forte mobilisation peut faire bouger les lignes mais elles sont jugées soit insuffisantes soit inadaptées aux enjeux, soit de pures promesses. Les masques par exemple ne sont toujours pas arrivés dans les écoles. L'embauche de 3000 enseignants contractuels -sur de simples contrats de six mois- ne répond même pas à la situation d'urgence et ne com-

pensent certainement pas les suppressions régulières de postes de ces dernières années. Les revendications des manifestants dépassaient donc largement la critique de la gestion sanitaire. Elles ont été explicitées lors des prises de parole en fin de manifestation, où un feu de joie a été improvisé devant la préfecture avec les restes des flambeaux. Les syndicats ont appelé à poursuivre et à renforcer la mobilisation lors de la grève interprofessionnelle du 27 janvier, sur les salaires et le pouvoir d'achat, agents du public et salariés du privé subissant les mêmes politiques d'austérité.

A.-M. D

Élection présidentielle

Revenir à des jours heureux ...

Campagne de Fabien Roussel dans le 66.

Ce vendredi 21 janvier à la Maison des communistes, la direction du PCF66 donnait une conférence de presse pour présenter les axes de la campagne de Fabien Roussel « *Le Défi des Jours Heureux* » dans le département et les initiatives déjà programmées. Michel Coronas, tête de file pour la campagne des prési-



Une campagne qui prend appui sur les militants pour développer le programme du candidat communiste

dentielles dans le département, évoquait les grands axes de la campagne, à savoir, pouvoir d'achat, emploi, éducation, bien vivre ensemble.

Il soulignait que la précarité est plus élevée dans notre département que la moyenne nationale, avec 42 000 bénéficiaires de la prime d'activité. Les mobilisations sociales se développent avec l'appel interprofessionnel et intersyndical du 27 janvier pour le pouvoir d'achat et les salaires.

À l'offensive, sur le territoire

Marie-Françoise Sanchez, membre de la direction du PCF66 insistait sur « une campagne qui se veut proche des gens ». Elle évoquait la nouvelle collecte alimentaire prévue début février pour venir en aide aux étudiants, sans omettre la nécessité de créer un grand pacte pour la jeunesse et un revenu étudiant.

Une campagne qui prend appui sur les militants, avec la distribution dans tout le département de 50 000 exemplaires de la lettre de Fabien Roussel aux français, et l'or-

ganisation de 500 réunions, autant de rendez-vous pour développer le programme du candidat communiste, que ce soit aux portes des entreprises, sur les marchés ou à domicile. Le meeting du 6 février à Marseille sera le prochain point fort au niveau national.

Dominique Poirot, membre de la direction du PCF66 prenait la parole pour informer du lancement officiel de la campagne dans les P.O. prévu mardi 25 janvier, et traçait quelques perspectives, en particulier le 28 février un zoom sur les transports, en présence de Jean-Luc Gibelin, vice-président du Conseil Régional, en charge des mobilités pour tous et transports, la viticulture et l'agriculture avec André Chassigne, et une initiative sur l'écologie fin mars à préciser.

Michelle Kerembellec, trésorière fédérale insistait sur les aspects financiers, en soulignant que le financement de la campagne prendra appui sur l'action militante, au travers de la souscription et de l'engagement des 97 fédérations du PCF.



Creure

- Tornant-hi amb lo del boc emissari, designar algú, persona o grup, per colpejar-lo, veiem com funciona, però fa falta que la gent ho cregui, i ho

accepti... i això no que no ho acabo d'entendre...

- "Creure", es aquí la clau. La necessitat de creure en alguna cosa o amb algú es veu que és una constant de la humanitat, una pulsio irreprimible al costat de la estètica per exemple, i com una declinació d'una de les pulsions fonamentals Eros i Tànatos, Vida i Mort...

- ... en tot cas lligada amb la qüestió de la mort, lo que explica l'èxit de les religions que proposen lo que cal creure, per desfer-se de lo inacceptable de la mort justament...

- Les religions, o lo que pot servir de substitut, sobretot pels que no creuen en cap Déu...

- Ja veig on vas, ja! Per exemple la ciència amb una veritat científica, la necessitat absoluta d'una vacuna, potser? No gosaries anar fins a posar dins del mateix sac la fe en un partit polític oi?

- És clar que sí, quan esdevé una fe precisament!

- Bé, acceptem la idea de la necessitat d'un respatlter, mes lo que queda per entendre, és perquè hi pot haver un refús tan fort d'obrir els ulls, fins i tot quan la realitat denuncia una creença?

- Què vols, sovint una creença, per començar, és el fet d'una minoria, amb un estatut de secta; si aconseguix guanyar terreny, poc a poc la gent s'engresca, i finalment són els que no creuen que resulten fora de raó. Totes les religions han funcionat així. És clar, com deia l'altre, cada dia es presenten fills de Deu, i pocs encerten! Lo més difícil és de trobar-se aïllat, sense saber si lo que penses és una lucidesa excepcional... o una bogeria integral!

- Aleshores que queda? Shakespeare? "Dubta que el sol sigui el sol, mes no dubtis del meu amor" ... i encara, la sinceritat de Hamlet...

- Richard Cocciante, "Il mio rifugio sei tu"!

- I ja sense el refugi?

- Raimon: "l'única seguretat, l'arrelament dels meus dubtes ve potent quan tu t'en vas"...

E.B.

C&C



Prud'hommes

Pour la première fois, une femme

Une proposition collective du syndicat CGT a permis l'élection d'une vice-présidente représentant les salarié(e)s au Conseil des prud'hommes du département.

Véronique Mamou, salariée dans une coopérative agricole, en même temps, formatrice dans le domaine juridique en droit du travail pour des personnes en formation, vient d'être élue. Il semble, d'après les déclarations de chacun, que ce soit à la satisfaction de tous les conseillers, employeurs et salariés, et de l'ensemble du personnel du tribunal, greffes et personnels administratifs. C'est donc une première. Le syndicat CGT66 tenait à marquer le coup et dire sa fierté. C'est une avancée citoyenne, à n'en point douter, corrigeant ainsi une incongruité ancienne et obsolète. « C'est la CGT qui m'a présentée, et les élus ont voté pour, au-delà de notre syndicat, à la quasi-unanimité » tient à préciser Véronique.

Une juridiction indispensable aux salariés, mais affaiblie

Il s'agit d'une « justice paritaire, une juridiction qui gère et instruit les litiges individuels* entre employeurs et salariés de droit privé, comprenant cinq sections (agriculture, commerce, industrie, activités diverses et encadrement) et où sont élus 108 conseillers, 54 salariés (dont 20 CGT, 13 CFTD et 12 FO) et 54 employeurs. Quatre de ces cinq sections sont présidées par des femmes ». La présidence est assurée par alternance, une année par un employeur, la suivante par un salarié. Mais l'institution a été fortement affaiblie par des mesures politiques successives. D'un côté, il n'existe plus d'élections dédiées, qui mobilisaient, permettaient une campagne et intéressaient aux questions de droit du travail les salariés dans les entreprises. On se contente aujourd'hui de désigner les conseillers en se basant sur l'influence électorale dans les CSE (anciens comités d'entreprise). De l'autre, « on a barémisé » les conflits et durci l'accès au Conseil (2015, réforme Macron dans le gouvernement précédent) entraînant une diminution par deux des recours, avec un



Christophe Olive a passé le relais à Véronique Mamou

paradoxe notoire, l'augmentation des délais de traitement » poursuit Véronique. « En 2014, 1542 affaires ont été traitées, aujourd'hui, il y en a moins de 1000 ». Elle déplore : « Il y a moins de salariés au tribunal, greffes et administratifs, ce qui explique l'allongement des délais ». A l'évidence, ces longs délais découragent une partie des salariés qui préfèrent renoncer à un recours. La perspective de réduire encore les représentations en 2023 ne présage rien de bon. « On supprimerait, dans le département, 12 conseillers employeurs et 12 salariés ». Tout ce qui est paritaire semble déranger le gouvernement actuel. Christophe Olive (Photo), ex vice-président, a passé le relais. Il devient retraité.

Michel Marc

Comme beaucoup d'élus, Françoise Fiter a réagi à l'agression de Romain Grau.

« Je suis scandalisée par les violences dont a été victime le député et conseiller départemental Romain Grau ainsi que les personnes qui l'accompagnaient. C'est pour moi un adversaire politique mais je lui apporte aujourd'hui tout mon soutien. Les actes de violence dont sont victimes de nombreux parlementaires et élus locaux dans la dernière période sont injustifiables. Elles révèlent une profonde crise démocratique qui ne peut en aucun cas être résolue en dehors du débat, de la confrontation d'idées et de larges mobilisations collectives et pacifiques. En aucun cas la violence ne peut être une option ».

Le député LaREM Romain Grau molesté - petit rappel utile :
Contre le mépris de classe de la Macronie, la seule claquette qui fasse vraiment mal à ses représentants...



Appel des vétérans du PCF 66

Comité des jours heureux de soutien à Fabien Roussel

Les vétérans du Parti communiste des Pyrénées-Orientales appellent à soutenir la candidature de Fabien Roussel à la présidence de la République. Conscients que partout les injustices croissent et les valeurs de la République reculent face à la finance, les trafics, la corruption, que les richesses ne sont pas réparties convenablement, que la jeunesse se cherche un avenir nouveau, que les gens aspirent à vivre dignement de leur travail et à être respectés, ils appellent à construire ensemble une république sociale, laïque, écologiste, féministe, en rupture avec le pouvoir capitaliste. Faisons tomber le mur de l'argent. Retrouvons notre indépendance et portons la voix de la France pour la Paix et le progrès social.

Votons Fabien Roussel

Cémoi

Grève et rassemblement devant l'entreprise mercredi 26

C'est inédit. Après le rachat de l'entreprise Cémoi par un consortium assez impalpable et dans un cadre obscur, par le groupe belge Baroni à l'automne 2020, où le comité d'entreprise avait carrément été mis à l'écart, les salariés se mobilisent. Dans le département des PO, le groupe emploie un peu plus de 600 salariés, 300 à l'usine, ici, et un peu plus sur l'ancien site Cantalou, route d'Orles, pour la direction, la comptabilité et l'administration générale. Ce mercredi 26 janvier 2021, les salarié.e.s de CÉMOI avec leurs syndicats CGT et SUD ont appelé

à la grève et au rassemblement à partir de 11h devant l'Usine de Torremilla. Ils veulent tout simplement savoir. Et ils revendiquent :

- des emplois
- des augmentations de salaires
- l'amélioration des conditions de travail
- l'abandon de mesures répressives et antisyndicales. Pour rappel, un salarié est harcelé par la direction et menacé de licenciement sans que rien ne lui soit reproché. Depuis des dizaines d'années dans l'usine, il venait de suivre une formation syndicale CGT.

M.M



Daniel Lhoste pour la CGT et Davy Vilaro pour Sud Industrie se sont expliqués sur les raisons du mouvement social.



Les communistes d'Elne popularisent le Travailleur Catalan

Finances publiques 66

Un trophée pour la directrice départementale !

Ou quand la créativité artistique rejoint la combativité des agents du département.



Le trophée du pire dialogue social a été décerné à la Directrice départementale des services par les salariés en grève jeudi 27 et leurs syndicats : Solidaires, CGT et FO. « Cette œuvre représente un directeur téléguidé, (en l'occurrence une Directrice) incapable d'empathie et qui a amené dans sa valise des réformes destructrices du Service public et la dégradation des conditions de travail des agents » est-il noté au bas de la sculpture. Dans

leur tract, les syndicats dénoncent l'absence de conscience professionnelle de la Directrice, les suppressions d'emplois et la fermeture des trésoreries, les retards de publication des actes notariés (dramatique), le manque de considération, le manque de renouvellement du matériel informatique souvent obsolète... Ils ont ensuite rejoint le cortège interprofessionnel.

Michel Marc

Le Travailleur Catalan ne se fera pas sans vous!

Je fais un don de _____ € au profit exclusif du **TC**
Et je libelle mon chèque à l'ordre de : " Presse et pluralisme - opération Le Travailleur Catalan " à l'adresse :

Je précise mes coordonnées :

Afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2011, acquitté en 2012

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Mail _____

Coupez à compiler et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à :



Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

Longue voie	Vous déduisez	Il vous en coûte
25 €	16,50 €	8,50 €
100 €	66 €	34 €
500 €	330 €	170 €

Une information essentielle pour bénéficier de la réduction d'impôt est de faire un don en espèces dans le respect de la loi du 15 janvier 1981, et de fournir un justificatif de votre identité, d'un bon de don, de votre adresse et de votre numéro de téléphone. Les bénéficiaires sont tenus de déclarer leur don de manière à être vérifiable par l'administration fiscale.

www.letc.fr



Scan Moi

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

suivez-nous sur



L'USAP passée au kärcher à Gloucester

Les Catalans s'inclinent lourdement en Angleterre en Challenge Cup (68-19)

Les Catalans purs et durs vous diront que l'USAP a joué (?) à Gloucesterssterrr. François, prof d'Anglais, vous parlera lui de Glos-te. Nuance ! Mais soyez rassurés, ils parlent tous de cette ville de 130 000 âmes située près de la « frontière » entre l'Angleterre et le Pays de Galles, mais surtout de sa fameuse équipe de rugby. Les Cherry and Whites, dont les joueurs au maillot cerise et blanc détruisent depuis de nombreuses saisons le moral de leurs adversaires. Leur sponsor principal est... Kärcher. Est-ce pour eux une volonté supplémentaire de les anéantir, de les troyer ? Sûr !

Une équipe titrée

Cette équipe anglaise a abrité et abrite encore de nombreux joueurs de renom. Des internationaux anglais bien entendu, mais aussi des joueurs français en mal d'évasion. Ont ainsi porté le fameux maillot rouge et blanc Luke Narryway et Alasdair Strokosch, bien connus et appréciés sous celui de l'USAP. Olivier Azam, Ludovic Mercier, Christian Califano, Philippe Saint-André mais aussi Dimitri Yachvili furent un temps des Cherry and Whites.

Un titre de champion d'Angleterre pour trois finales jouées, des Coupes d'Angleterre, deux Challenges Européens font de cette équipe de Gloucester l'un des plus beaux bastions d'Europe. L'USAP pouvait-elle dès lors rivaliser ? Objectivement non ! D'autant que l'USAP ne vise pas une qualification dans ce Challenge Cup. Pour autant elle n'en fait pas un fromage comme certains citoyens de Gloucester.

Cooper's Hill Cheese-Rolling and Wake.

Qué ès Aixó ? Chaque année sur la colline Cooper's Hill près de Gloucester est organisée une compétition dont les participants descendent la colline en courant derrière un... fromage de plus de trois kilos. La pente est excessivement raide, souvent boueuse, tandis que le fromage peut atteindre la vitesse de... 100 km/h. Mare de Deu ! Seul un concurrent (supersonique sûrement !) a réussi à attraper le fromage en 1997.



La course au fromage

Trop compliqué n'est-ce pas ? Depuis est déclaré vainqueur le premier qui arrive... en bas. Un carnage paraît-il ! Chevilles démolies, bras cassés... Plus destructif qu'un solide match de rugby. Cet événement existe depuis plus de 200 ans. Quant à son origine ??? D'aucuns prétendent que ce serait un rite de... guérison. Au fait le vainqueur qu'est-ce qu'il gagne ? Le fromage, bien entendu !

Et le match dans tout ça ?

Contrat rempli ! Ah bon, en encaissant la bagatelle de 10 essais, 5 par mi-temps ? Oui contrat rempli car l'USAP ne voulait pas, lors de ce match qui comptait pour du beurre, avoir des joueurs exclus. Aucun risque étant donné le manque d'engagement, d'agressivité dans les placages. L'USAP ne voulait pas non plus ramener des blessés de son

court périple en Angleterre. Contrat rempli encore ! Même si le manager Patrick Arlettaz reconnaît qu'« en prendre 70 ça fait tâche ». Oui mais dans cette parodie, dans ce cloaque de rugby catalan, peut-être un joueur a-t-il émergé ? Absolument pas ! Seuls se sont mis en évidence ceux qui ont fait des... cagades, ceux qui ont fait rigoler leurs adversaires anglais. Et dans ce cas ils furent tout de même nombreux.

Ce match devait, aux dires du staff, servir à donner du temps de jeu à certains joueurs. Bof ! Ce match devait permettre à d'autres de se révéler. Rebof ! Ce match devait enfin servir de préparation à la réception hyper importante de Lyon samedi en championnat. Rerebof ! Pauvre Coupe d'Europe ! Quand on sait que l'USAP n'est pas le seul club français à avoir encaissé une addition aussi salée. Il serait grand temps de rénover cette compétition européenne. Heureux ceux qui n'ont pas pu suivre ce match à la télé avec un commentateur anglais dont la tension artérielle n'a pas du dépasser 3,5 pendant les quatre-vingts minutes du match. Triste soirée pour le blason catalan !

Fins aviat !

Jo Solatges

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando'Club propose...

Dimanche 30 janvier Arles-sur-Tech (La Sainte tombe)

La ville d'Arles-sur-Tech, au pied du mont Canigou, est située sur la rive gauche du Tech et son emplacement actuel n'est pas son lieu de naissance. En effet si la création de la ville se confond avec celle de la primitive abbaye Sainte-Marie, celle-ci fut fondée vers la fin du VIIIème siècle sur le site des anciens thermes romains dits « *Els Banyes d'Arles* » soit l'actuelle ville d'Amélie-les-Bains. Le moine fondateur, Castellanus, qui fuyait les persécutions arabes, trouva ici un refuge sur ces terres récemment libérées. À la fin du IXème siècle, le siège du monastère fut transféré par l'abbé Suniefred sur le site de l'actuelle ville d'Arles. Cette abbaye, qui est

le plus ancien monastère bénédictin des pays catalans fondé après la libération de l'occupation arabe, gagna rapidement en prospérité, grâce à la protection des comtes de Cerdagne puis de Besalu et elle devint la seconde plus importante du pays, après St-Michel-de-Cuxa. Le site choisi n'était pas le fruit du hasard mais l'affirmation du contrôle exercé par l'abbaye sur les zones d'exploitation du minerai de fer dont les flancs du Canigou regorgent. L'extraction du fer dans la haute vallée du Riuferrier (rivière du fer) était déjà, à l'époque romaine, une activité reconnue. L'abondance de débris de poteries et d'amphores souvent mêlés aux scories de minerai prouve que l'extraction et

le traitement du fer s'effectuaient sur les rives du Riuferrier.

Jusqu'à la Révolution, ce sont les moines qui accordent les concessions minières aux maîtres de forge et ceux-ci installent leurs ateliers de fonte de minerai et du forgeage de fer sur les lieux mêmes d'extraction, à proximité de sites boisés... (*)

Durée : 4h30. Dénivelé : 420 m. Difficulté : moyen. Assurance journalière 3€. Repas grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... Départ : 8h30 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan.

Renseignement Jean-François 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

Archipel

Théâtre en plans rapprochés

La mouette de Tchekhov dans la mise en scène de Cyril Teste s'inscrit au carrefour du théâtre et du cinéma, une manière d'être au plus près des acteurs.



Une mise en scène qui met en valeur le texte de Tchekhov

Le grenat de l'archipel accueillait pour deux représentations La mouette d'Anton Tchekhov dans une mise en scène de Cyril Teste, la création avait eu lieu au Printemps de comédiens de Montpellier. La mouette est une pièce très compliquée de par la multiplicité de ses thématiques, les relations mère-fils, les amours non partagées, le statut de l'art, de l'artiste, la nature, la mort... Ça fait beaucoup et il n'y a pas une qui prend le pas sur l'ensemble, sauf peut-

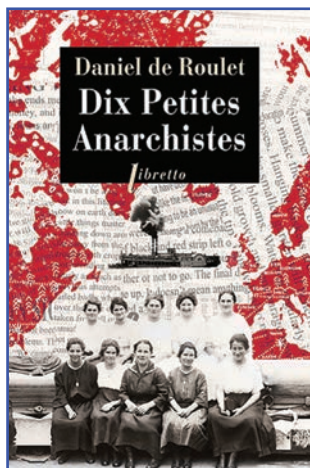
être la mort. La mouette, que tue le jeune Constantin, symbolise la mort, mais la mouette c'est aussi Nina, comédienne en mal de reconnaissance qui finira par se brûler les ailes, en dépit de l'amour de Constantin. Constantin, lui, n'est pas reconnu par sa mère, écrivain auteur de formes littéraires novatrices, il peine à percer, sa mère l'enfonce. Elle est la maîtresse de Trigorine écrivain en cours et adulé, elle est aussi une comédienne célèbre. Pour démêler cet écheveau Cyril Teste a opté

pour une adaptation libre de la pièce et l'utilisation de caméras tout au long du spectacle. La scène est ainsi coupée par des écrans et la caméra zoome sur les visages des actrices et acteurs. C'est saisissant, cela donne une rare proximité, une perception aiguë des expressions, des émotions. Des panneaux de bois sont déplacés, dégagant des décors où évoluent des comédiens, d'autres sont en dehors, le regard du spectateur va et vient entre le film et la scène théâtrale. Cette mise en scène d'une grande fluidité, la qualité de l'interprétation, autant de facteurs éclairant la pièce, en permettant une nouvelle approche. On y perçoit chez Tchekhov une souffrance, sans doute aussi une manière de régler des comptes vis à vis d'une certaine critique qui encense les faiseurs et occulte les talents plus authentiques. Un propos qui résonne singulièrement aujourd'hui, pas seulement en littérature.

NG

Livres

Dix petites anarchistes



Daniel de Roulet, auteur suisse né à Genève en 1944, a incendié le chalet du magna de la presse Axel Springer et pris fait et cause dans son pays pour les objecteurs de conscience. Rien que cela, accompagné de plus de 30 ouvrages qui ont été souvent primés et ont obtenu un franc succès dans le monde entier. Autant dire que ce livre consacré à la destinée de dix femmes anarchistes suisses qui ont mis en pratique, à leur façon, les théories de Bakounine qu'elles ont découvert dans une conférence à Saint-

Imier en 1871, exprime parfaitement la sensibilité de l'auteur. C'est plus qu'un roman historique. C'est la réhabilitation d'une grande idée libératrice dont la signification a été tant galvaudée depuis qu'elle est apparue au XIXe siècle en Europe, à partir d'une expérience concrète qui a conduit des ouvrières horlogères devenues aventurières en allant jusqu'en Argentine après avoir fait escale à l'île de Robinson Crusôé au Chili. Ironie du sort, à cette époque, de nombreux anarchistes européens pourchassés cherchaient refuge en Suisse. Au-delà de cette mise en valeur d'une noble cause, c'est « une émouvante collection de portraits de femmes fortes, magnifiques de courage, qui prouvent que l'utopie peut être un principe de vie. » Cerise sur le gâteau du plaisir de lire, l'accroche des têtes de chapitres rappelle la méthode pédagogique utilisée par Voltaire dans ses contes philosophiques.

Dix petites anarchistes, éditions Libretto, juin 2021, 150 pages, 8,10 €.

Yvon Huet

Perpignan

Auditorium du conservatoire.

Mardi 1er février à 18h30. **Sextuor de Poulenc.** 5€

Casa musicale. Samedi 29 janvier à 20h30. **Jazzèbre.** Gratuit.

Elmédiator. Dimanche 30 janvier à 18h. **Kings-Sunday blues.** 20€

Judi 3 février à 21h. **Les jeudis free.**

Institut Jean Vigo. Mardi 1er février à 19h. **Le messenger.** 6€

Judi 3 février à 19h. **Temps sans pitié.** 6€

L'Archipel. Judi 3 à 20h30 et vendredi 4 février à 19h. **La beauté du geste.** 20€

L'atmosphère. Mardi 1er février à 20h. **L'Atmo Quizz.** Gratuit.

Théâtre des possibles. Vendredi 28 à 20h30 et samedi 29 janvier à 15h. **Blanche Neige doit mourir.**

Alénya

Salle Marcel Oms. Vendredi 28 janvier à 18h45. **Dignité des goutelettes. Cie Merci mon Chou.** 5€

Argelès-sur-mer

Cinéma Jaurès. Judi 3 février à 19h. **Ciné forum.**

Cabestany

Centre culturel. Vendredi 28 janvier à 20h30. **Délivrez-moi.** Boulègue production. 12€.

Canet en Roussillon

Théâtre Jean Piat. Samedi 29 janvier à 20h30. **En ce temps-là l'amour...** 25€
Vendredi 4 février à 14h30. **Appelle-moi Olympe.** 15€

Canohès

Théâtre du Réflexe. Mercredi 2 février à 15h. **Pitopopiela et l'extravagante Isabella.** 6€

Céret

Cinéma. Jeudi 3 février à 20h30 **Cinétoiles. Un héros.**
Salle de l'Union. Vendredi 4 février à 20h30. **Retour de chants.** 12€

Elne

Cinéma Vautier. Samedi 29 à 14h30 et 16h30 et dimanche 30 janvier à 14h30 et 16h30. **Festival Maghreb si loin si proche.**

Latour de France

Samedi 29 janvier à 18h. **Tous au spectacle, bienvenu à bord.** Gratuit.

Les Angles

Station. Vendredi 28 janvier. **Les flocons de l'humour.**

Rivesaltes

Palais des fêtes. Samedi 29 janvier à 20h30. **Concert de l'Agram.** 10€

Saint-Estève

Théâtre de l'étang. Samedi 29 janvier à 20h30. **Une vie meilleure Opéra.** 15€

Comédie musicale

Oliver Twist

À Canet-en-Roussillon, deux représentations très suivies au théâtre
Jean Piat.

C'est à l'initiative de Bertille de Swarte, directrice de l'IRVEM (Institut de recherche vocale et d'enseignement musical) basé

à Perpignan qu'a été créée la comédie musicale Oliver Twist donnée samedi soir et dimanche après-midi derniers au Théâtre Jean Piat de Canet-en-Roussillon. Les deux représentations étaient complètes, des spectateurs venus en famille pour suivre les mésaventures d'Oliver, jeune orphelin égaré dans les bas-fonds de Londres et à la re-

cherche de son père.

Le succès de cette création a dû mettre du baume au cœur de ses protagonistes tant ils ont eu à souffrir de l'épidémie, spec-

Les jeunes filles de la maîtrise de l'IRVEM constituaient une bonne partie de la distribution au sein de laquelle se mêlaient amateurs et professionnels, en gros une vingtaine de jeunes artistes. La mise en scène, signée Pauline Langlois de Sarte, faisait se succéder en fond de scène des décors vidéo illustrant les lieux marquant l'histoire d'Oliver, orphelinat, gourbi des enfants-voleurs, rues de Londres, belle demeure où il sera recueilli...Devant, de belles scènes, colorées, des chants et des danses pleins d'entrain, portés par une musique allègre, du rythme, de l'émotion. Il y a les bons et les méchants, de la cruauté et de la tendresse, tous les ingrédients pour emporter l'adhésion du public. Le plus, voir tous ces jeunes si heureux de jouer, leur énorme investissement, cela réchauffait le cœur.

NG

Musique : Shay Alon, **Livret :** Christophe Delarue, **Chorégraphies :** Jean-Baptiste Scmitt, **Décors vidéo :** Ghislain Fayard.



Oliver Twist, de Charles Dickens.

à Perpignan qu'a été créée la comédie musicale Oliver Twist donnée samedi soir et dimanche après-midi derniers au Théâtre Jean Piat de Canet-en-Roussillon. Les deux représentations étaient complètes, des spectateurs venus en famille pour suivre les mésaventures d'Oliver, jeune orphelin égaré dans les bas-fonds de Londres et à la re-

tacle reporté par deux fois et là, pas moins de sept comédiens touchés par le COVID. Pourtant malgré des effectifs réduits, cet Oliver Twist tenait la route et le public a pu savourer une comédie musicale, en français, mais dans la plus pure tradition des productions du West End ou de Broadway. La standing ovation finale était là pour en témoigner.

Alénya

L'art venge la vie (Luigi Pirandello)

Du beau et des émotions pour tout public.

La saison culturelle de janvier à juin 2022 est lancée. Loin de renoncer, malgré une période rendue difficile à cause des contraintes sanitaires, la ville d'Alénya poursuit son engagement pour la culture : du soutien aux gens de spectacle qui ont occupé symboliquement les caves Ecoiffier aux compagnies en résidence et avec une programmation éclectique : « C'est tout un village en mouvement » salue le maire Jean-André Magdalou. Laurence François, déléguée à la culture, représentait la présidente de la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée. Celle-ci retenait « l'ambition d'Alénya, ville toujours présente pour accueillir toutes les expressions artistiques » et félicitait la commune de mener « une politique culturelle donnant l'accès au meilleur au travers de passerelles avec l'éducation populaire. » Le mouvement d'éducation populaire était représenté par Michel Barthès, président de la ligue

de l'enseignement et de Philippe Coulanges responsable du service culturel.

Spectacles jeunes publics: La dignité des gouttelettes, théâtre d'images chorégraphié (Cie Mercimonchou) ; Pour bien dormir, marionnettes (Cie Macanika) ; Ballon Bandit, théâtre dansé (inti théâtre) ; C'est vendredi aujourd'hui, théâtre d'objet (Cie Elektrobus) ; La mêlée, cirque (Cie 220 volts). Spectacles tout public : Elle et mon genre, solo d'humour et de virtuosité verbale de et par Alberto Garcia Sanchez ; Cartographies (Im-)possibles, paroles à des réfugiés guinéens et ivoiriens (groupe Boomerang Renaud Semper) ; Cuivre, art croisé musique et danse (Cie Paola Maureso) ; L.V. Beethoven/B Salles (Orchestre symphonique Alénya Roussillon). Infos et réservations 04 68 22 54 56 ou officetourisme@alénaya.fr

Ray Cathala

Film

Ouistreham

Un film de Emmanuel Carrère avec Juliette Binoche

Une gageure : faire un film sur les invisibles, sur ceux/celles qui ne sont rien, comme il dit Macron, et réussir à captiver un public qui commence à retrou-

ver les plaisirs des salles de cinéma. C'est ce que réussit Emmanuel Carrère, à partir du livre de Florence Aubenas « *Le quai de Ouistreham* ». Elle y racontait son expérience de travailleuse précaire près de Caen où elle s'est installée, sans révéler son identité de journaliste célèbre, pour connaître in vivo ce qu'est la vie de ces femmes de ménage exploitées, sous-payées, qui nettoient nos salisures multiples sans trêve pour vivre et faire vivre leur famille.

Le cinéaste s'est emparé de cette chronique qui avait connu un succès de librairie mérité. Juliette Binoche qui voulait jouer ce rôle de Florence Aubenas a joué les entremetteuses avec Emmanuel Carrère et l'a convaincu de la solidité du projet, de son originalité, avec des acteurs mais aussi avec ces femmes rencontrées dans l'expérience, appelées à jouer leur rôle quotidien, comme si la vraie vie pouvait entrer au cinéma. Le résultat est criant de vérité et le fruit d'un travail long avec des images qui ne mentent pas. L'image du monde du travail est rendue avec acuité, l'accent mis sur la dignité de ces femmes-courage dont la dureté de la vie n'entame en rien la soif, la joie de vivre.



Richard Vassakos a dédicacé son livre.

Accueilli le 20 janvier par l'Amicale 66 des Vétérans du PCF pour présenter et dédicacer son livre *La croisade de Robert Ménard, une bataille culturelle d'extrême droite*, Richard Vassakos a montré comment Ménard utilise l'histoire pour servir sa vision politique, et fait de sa ville un véritable terrain d'expérimentation. L'historien a appuyé sa démonstration sur la projection de documents et photos qu'il a lui-même recueillis. Il a montré ainsi comment Ménard n'hésite pas à se référer à Jean Moulin, Daniel Cordier, Jaurès ou même Olympe de Gouges, en construisant à leur sujet une historiographie mensongère et en accusant de manipulateurs les authentiques historiens formés à la recherche et à l'esprit critique.

On espère que Richard Vassakos recevra dans notre département d'autres invitations pour lui permettre de continuer à dénoncer ce système qui instrumentalise l'histoire dans un cadre idéologique ultra réactionnaire.

JMP

-annonces légales-annonces légales-annonces légales-annonces légales-

ETUDE DE MAITRES PHILIPPE SARDA, JEROME SPITERI, AUDE XABÉ-POIRIER, JEROME DE ZERBI, NOTAIRES ASSOCIES A PERPIGNAN (PYRENEES-ORIENTALES), 44 RUE HECTOR GUIMARD

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 20 décembre 2021, a été constituée une société par actions simplifiées ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet, en France et à l'étranger : achat et vente de tous biens immobiliers, de fonds de commerce, de droit au bail ou entreprises immobilières, leur location, leur exploitation, leur mise en valeur, leur transformation ou leur division, activité de locations, toutes opérations de gestion d'immeubles, toutes opérations de promotion immobilière, gestion et conduite d'opérations, assistance et conseil à la maîtrise d'ouvrage, achat en vue de la revente en qualité de marchand de biens, de tous biens mobiliers et immobiliers, fonds de commerce, actions ou parts de société immobilière, ainsi que toutes activités connexes et complémentaires.

La dénomination sociale est : SAS JPI IMMO.

Le siège social est fixé à : PERPIGNAN (66000), 44 rue Hector GUIMARD. La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE CINQ CENTS EUROS (1 500,00 EUR).

Les apports sont en numéraires.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un associé, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant dudit associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le premier président est M. Pierre DE NOELL demeurant à PERPIGNAN 847 chemin de la Rivière.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

Etude de Maîtres Jérôme SPITERI, Aude X BÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

Avis de modification des statuts

1000 euros

Parue dans le TC N°3894 du 10/09/2021

Modification du siège social

Le siège social est fixé à : SAINT-ESTEVE (66240), 2 Rue de l'Innovation, Centre médical du LAC.

Mention sera faite au greffe du Tribunal de commerce de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

Etude de Maîtres Jérôme SPITERI, Aude X BÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

Avis de modification des statuts

SCI LA DESIRADE

Siège social : Chemin du PILOU 66270 LE SOLER

Immatriculée au RCS DE PERPIGNAN

SIREN : 403600349

Constatation du décès d'un des co-gérants

Les associés prennent acte du décès de Madame Michèle Claude Marie-Jeanne GRAU, épouse de Monsieur Marc Gérard SERRE, gérante et associée.

Par conséquent, Monsieur Marc Gérard SERRE se retrouve seul gérant.

Mention sera faite au greffe du Tribunal de commerce de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

Insertion - Cession de fonds

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné membre de la Société Civile Professionnelle « Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 17 décembre 2021, enregistré au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT PERPIGNAN 1 le 05/01/2022 Dossier 2022 00001005 référence 6604P01 2022N00001 a été cédé un fonds d'activité d'agrotourisme de gîte et de camping par : Monsieur Patrick Thierry LAHONDES, exploitant agricole, demeurant à BANYULS-DELS-ASPRES (66300) CD 40 La Creu Verte. Né à PARIS 15ÈME ARRONDISSEMENT (75015) le 21 décembre 1961.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

A :

Monsieur Florian René Jean LARDIER, menuisier, et Madame Julie GALLAUD, directrice des affaires sociales, demeurant ensemble à ROISSY-EN-FRANCE (95700) 9 rue Chalot.

Monsieur est né à LIVRY-GARGAN (93190) le 27 octobre 1983,

Madame est née à LIMOGES (87000) le 26 août 1986.

Mariés à la mairie de CORMEILLES-EN-VEKIN (95830) le 9 juin 2012 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Désignation du fonds : le fonds d'activité d'agrotourisme de

gîte et de camping comportant six (6) emplacements, trois mobil-homes, un chalet et deux caravanes sis à BANYULS DELS ASPRES (66300), lui appartenant, connu sous le nom commercial DOMAINE COCCINELLE.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de TRENTE MILLE EUROS (30 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour DOUZE MILLE HUIT CENTS EUROS (12 800,00 EUR),

- au matériel pour DIX-SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (17 200,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial 44 rue Hector Guimard (66000) PERPIGNAN où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

Avis de modification

SCI MKLA

Société civile immobilière

Au capital de 200 €

Siège social 12 rue des Pyrénées 66160 LE BOULOU

n° SIREN 838159606 R.C.S. de Perpignan

Par acte de cession de parts sociales du 30/12/2019, enregistré au

Pôle d'enregistrement de Perpignan Têt, il a été pris acte de la cession des parts de Monsieur Haïthem BEN ALI à Monsieur Hechmi

BEN ALI. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce.

Pour avis et mention,

Être ou ne pas être woke...

Le monde des idées s'agite de plus en plus fortement autour de cette notion dont vous devinez, ou savez, qu'elle nous vient du monde anglo-saxon. Comme moi, vous l'avez quelque peu traitée par le mépris, ne sachant pas quel contenu elle avait. Vous l'avez vue mise à toutes les sauces sans savoir exactement ce qu'il fallait en penser. J'ajouterai même qu'elle me semblait à l'image d'un temps, le nôtre, tourneboulé, politiquement, philosophiquement, socialement et médicalement : je pense à l'initiative de Blanquer de faire de la lutte anti-woke son cheval de bataille (c'était avant Ibiza). D'où ma tentative d'essayer d'y comprendre quelque chose et de vous la faire partager.

Quezaco ?

Le mot servait à définir un mouvement de prise de conscience (venu de l'anglais to wake, se réveiller) des discriminations subies par les Noirs, les femmes, les minorités sexuelles. Le terme est utilisé dans le monde afro-américain à partir des années 60. Il refait surface à l'époque de la naissance du mouvement Black Lives Matter (les vies noires comptent), activé après la mort de Georges Floyd, comme slogan pour encourager la vigilance et l'activisme face à la discrimination raciale et à d'autres inégalités. Le terme « woke » est violemment critiqué par ceux qui lui reprochent son sectarisme et son atteinte aux libertés. Il est utilisé pour dénigrer ses adversaires politiques (voir ci-dessous Blanquer, toujours ; et la Sorbonne).

La Sorbonne à la rescousse

Le 7 et 8 janvier s'est tenu à la Sorbonne un colloque contre la pensée « woke » où il s'agissait d'... « après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture ». Rien que ça ! Blanquer en était bien sûr ! Ces opposants au wokisme le dénigrent en comparant les wokistes à une/des tribu(s) communautaristes qui classeraient les sujets en fonction de

des racistes, des misogynes et des réacs...

Au cœur de nos préoccupations

L'opinion publique française ne semble pas profondément contaminée par ce débat. Et pourtant les thèmes soulevés sont souvent au cœur de la campagne présidentielle en cours, en particulier celui de la place des immigrés de leurs cultures, de leurs religions dans notre société, et au-delà d'une construction d'une société où chacun serait respecté pour ce qu'il est dans un monde libre, pluriel et ouvert. Même si la hantise profonde des anti-wokisme : « préserver ad vitam aeternam nos fondements judéo-chrétiens, avec la blancheur qui va avec, le machisme et les injustices qui les nourrissent. Zemmour n'est pas loin. Comme la Marine.

Quant à la droite et à l'extrême centre qui semblent vouloir jouer aux défenseurs de la démocratie, ils se parent de ses valeurs, laïcité, liberté, universalisme, justice, (et accessoirement les lumières et la raison) pour attaquer la pensée « woke ». Ils les figent dans des modèles qui les arrangent... pour que rien (ou si peu) ne change. Pour un conservatisme congelé.

Ces valeurs, laïcité, liberté, raison, lumières... ce sont les nôtres. A nous, les assoiffés de la justice et de la sociale d'en faire des outils d'émancipation, peu importe l'étiquette.

Alors to be or not to be woke?

Jean-Marie Philibert



leur race, de leur genre, de leur religion afin de réclamer des réparations pour toutes les offenses subies depuis toujours.

Selon Elizabeth Roudinesco, le Monde du 21 janvier, pour les anti-woke, les pro-woke « ne seraient qu'un ramassis de néoféministes, d'islamo-gauchistes, de déboulonneurs de statues, de LGBT +++... » Par leurs outrances ils seraient responsables des attentats subis par notre pays. Ils gangrèneraient l'université française... Les défenseurs de la pensée woke, eux, les regardent comme des islamophobes,

L'actu vue par TELGE

Préparation de la rentrée : Blanquer s'est gorgé à Ibiza



suivez-nous sur

